



LE RETOUR DE L'EMPIRE DE LA VIOLENCE

Les forces américaines ont attaqué le Vénézuéla et enlevé le président vénézuélien Nicolás Maduro et son épouse lors d'un raid militaire. Trump a annoncé très fier de lui qu'aucun militaire américain n'avait été blessé dans l'opération menée avec l'aide de la CIA et des forces spéciales Delta. Il a juste oublié de préciser que cette opération a fait plus de 100 morts du côté vénézuélien. Les autorités vénézuéliennes ont également accusé les États-Unis d'avoir ciblé des zones civiles, ce qui aurait uniquement servi à détourner l'attention de l'opération de kidnapping.

Cette attaque, image du nouvel impérialisme américain, a commencé avec la destruction de petits bateaux, soi-disant de narcotrafiquant, qui ont fait 115 morts sans qu'aucune preuve n'ait jamais été apportée sur ce narcotrafic. Il est évident que tout cela ne vise bien sûr que le pétrole du Vénézuéla, qui possède les plus importantes réserves prouvées au monde et également les terres rares que contient le sous-sol de ce pays. En 1997, le pays produisait près de 5 % de la production mondiale, mais l'embargo américain, et non pas la corruption, comme le dit Trump, sur les pièces de rechange pour les machines nécessaires pour le forage a anéanti cette industrie. Il est bon de rappeler que la grande majorité des puits de forage sont de construction américaine.

Cette attaque arrive après que Maduro se soit déclaré prêt à négocier et à coopérer avec les États-Unis dans la lutte contre le narcotrafic et sur l'accès aux réserves de pétrole vénézuéliennes ! Rappelons-nous que les États-Unis larguèrent les deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki alors que les Japonais étaient en train de discuter la reddition du Japon. Tout comme les bombes atomiques sur le Japon étaient un message à l'URSS, l'enlèvement de Maduro est un message à la Russie, à la Chine et à un autre niveau à Cuba et à l'Amérique latine. Les États-Unis adorent envoyer des messages de domination géopolitique, peu importe le nombre de morts que cela entraîne : plus de 200 au Vénézuéla et 220 000 au Japon, sans compter les cas ultérieurs de cancers ou autres effets secondaires.

Après avoir déclaré que les États-Unis s'impliqueraient « très fortement » dans l'industrie pétrolière vénézuélienne, Trump insista en disant, je cite « Nous allons diriger le pays jusqu'à ce qu'une transition sûre, appropriée et judicieuse soit possible » et a laissé entendre que cela pourrait prendre des années. Il a ajouté « nous allons récupérer le pétrole que, franchement, nous aurions dû récupérer depuis longtemps ».

Bien entendu que cette opération s'est faite en dehors du droit international et même du droit américain. La lutte contre le narcotrafic ne constitue pas un fondement juridique du recours à la force. De plus, l'administration Trump n'a pas sollicité l'autorisation du Congrès avant d'attaquer le Vénézuéla, comme l'exige la Constitution. Aux États-Unis, la Chambre des représentants et le Sénat sont censés donner leur aval en cas de conflits à l'étranger. Or, ils n'ont été ni consultés ni même informés, mais viennent de décliner de limiter les pouvoirs de Trump au Vénézuéla ! Trump a déclaré dans une interview qu'il n'y avait qu'« une seule chose » pour limiter son pouvoir mondial, qui est : « Ma propre moralité. Ma propre volonté. C'est la seule chose qui puisse m'arrêter ». Il a ajouté qu'il n'avait que faire du droit international.

Trump a dit avoir discuté avec les patrons des grandes compagnies pétrolières américaines avant et après l'opération. Ils lui auraient confirmé qu'ils « meurent d'envie de retourner au Vénézuéla » ou y rester, comme la compagnie Chevron qui est la seule à être restée quand Hugo Chávez, alors président du pays, nationalisait des pans entiers de l'industrie pétrolière vénézuélienne, contraignant les investisseurs étrangers à accepter des participations réduites dans les projets. Le PDG de Chevron, Mike Wirth, déclara « Si nous partions à chaque désaccord avec le gouvernement, nous quitterions tout, y compris ce pays » !

La même chose s'est produite en Bolivie. Le documentaire que j'ai réalisé qui se nomme « La Fin de la Pauvreté ? » nous a conduit en Bolivie, où nous avons eu une longue conversation avec le vice-président d'Evo Morales, Álvaro García Linera, théoricien marxiste et ancien guérillero, qui fut vice-président pendant 13 ans. Il nous a expliqué que pendant plus de 50 ans, les sociétés américaines ont exploité le pétrole et surtout le gaz bolivien et le partage des profits était de 82% pour les sociétés américaines et 18% pour la Bolivie. Quand ils sont arrivés au pouvoir, ils ont dit : maintenant les choses vont être inversées, durant les prochaines 50 années, vous, les sociétés pétrolières allez recevoir 18% et la Bolivie 82% des profits. La réponse de toutes les sociétés fut qu'elles allaient quitter le pays. Mais finalement elles sont toutes restées, contentes de toucher leurs 18%.

Il est bon de rappeler que les sociétés pétrolières ont versé 19 millions de dollars au fonds d'investissement de Donald Trump, Chevron ayant effectué la plus importante contribution de 2 millions de dollars.

Trump a d'ailleurs continué à saisir les pétroliers transportant du brut vénézuélien, y compris récemment un navire battant pavillon russe au large de l'Écosse, opération à laquelle le Royaume-Uni a participé ! Il a annoncé que les dirigeants intérimaires du Vénézuéla remettraient entre 30 et 50 millions de barils de pétrole, que les États-Unis vendraient au prix du marché et que cet argent serait, d'après Trump : « sous mon contrôle, en tant que président des États-Unis d'Amérique ». Il a ajouté que le Vénézuéla n'achèterait que des produits américains financés par les recettes de son pétrole.

Il faut comprendre que l'opération visant à contrôler le Vénézuéla remonte à de nombreuses années et a commencé durant la présidence d'Hugo Chavez. Plus récemment, en janvier 2019, l'administration Trump a reconnu Juan Guaidó, un député d'opposition peu connu, comme président du Vénézuéla, alors que Maduro avait été donné vainqueur des élections. Le monde entier accusa Maduro d'avoir falsifié les élections, tout comme Chavez à son époque. J'étais au Vénézuéla durant l'une des élections que Chavez remporta, et je me fis expliquer par les observateurs des Nations Unies que les élections au Vénézuéla étaient beaucoup plus contrôlées que dans les autres pays. Chaque électeur reçoit de la machine électronique une copie papier de son bulletin de vote qu'il peut vérifier et apporter en cas de contestation. Ils ont même déclaré devant ma caméra qu'à l'époque, ils n'avaient constaté aucune irrégularité durant l'élection. Ce que nous avons aussi vu, c'est l'immeuble qu'occupait la CIA qui propageait ce genre de fausses informations et œuvrait à la déstabilisation du régime.

Pourtant, la reconnaissance de Guaidó fut suivie peu après par le Canada et d'autres pays d'Amérique latine et d'Europe, dont le Royaume-Uni, l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Suède et le Danemark. Mais en quelques mois, il devint évident que la tentative de changement de régime avait échoué : l'ensemble du territoire vénézuélien, les ministères et l'armée restaient sous le contrôle de Maduro.

Dans notre précédente chronique, nous avons montré comment le comité du prix Nobel a joué un rôle essentiel dans cette opération décernant le prix noble de la Paix à Maria Corina Machado, va-t'en-guerre vénézuélienne de la première heure qui œuvre depuis des dizaines d'années pour l'intervention militaire américaine. La semaine dernière, Julian Assange, fondateur de Wikileaks, a lancé une action judiciaire contre le comité Nobel pour les mêmes raisons. Le comité Nobel a donc donné ainsi une légitimité à l'intervention américaine. Maintenant même CNN appelle Machado le « leader de l'opposition », ce qu'elle n'est définitivement pas, au moment où elle va être reçue par Trump à la Maison Blanche à qui elle a promis de donner son Prix Nobel !

Trump adresse maintenant des avertissements à peine voilés aux gouvernements du Mexique, de la Colombie et de Cuba, disant du président colombien Gustavo Petro qu'il « possède des laboratoires de cocaïne et des usines où il fabrique de la cocaïne » ajoutant qu'il faut qu'il fasse « gaffe à son cul » !

Cet impérialisme guidé par les intérêts financiers dessine-t-il un nouvel ordre mondial basé sur la loi du plus fort ? Surement, car en même temps, les valeurs mondiales des sociétés d'armement ont connu une forte hausse en ce début d'année, gagnant en moyenne plus de 10 %. Les performances les plus impressionnantes ont été réalisées par les géants européens de l'industrie militaro-industrielle, tels que Saab et Rheinmetall, qui ont progressé respectivement d'environ 25 % et 20,5 %. Cela fait suite à l'augmentation massive de 50 % des dépenses de défense américaines, pour atteindre 1 500 milliards de dollars en 2027, un montant que Trump juge nécessaire pour bâtir une « armée de rêve ». Pour le plaisir, notons que Trump vient d'annoncer qu'une nouvelle armée navale de «20 à 25 navires» de grande taille allait être construite, baptisée la «Trump Class USS Defiant». Il a ajouté : «Chacun d'eux sera le plus grand navire de guerre de l'histoire de notre pays» et même «du monde» !

Maduro, quant à lui, a été transféré devant un tribunal de New York pour se défendre de l'accusation d'orchestrer le trafic de drogues vers les États-Unis. Il a plaidé non coupable. Il est intéressant de noter que la charge principale de Trump selon laquelle Maduro était le chef d'un cartel de trafiquants de drogues, charge sans aucune preuve, et qui a justifié son enlèvement, a été retirée des chefs d'accusation apportés devant le tribunal. Maduro est maintenant détenu à l'isolement, forme de torture préférée des États-Unis, dans une prison fédérale connue pour ses « conditions barbares ».

Philippe Diaz

« L'Autre Voix de l'Amérique »

www.philippe-diaz.com